



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AGENCE DE SANTE DE GUADELOUPE, SAINT MARTIN, SAINT BARTHELEMY (ARS DE GUADELOUPE)



**ACQUISITION D'ESPACES PUBLICITAIRES POUR LES  
CAMPAGNES D'INTERET GENERAL ET/OU D'INFORMA-  
TION PILOTEES PAR L'AGENCE DE SANTE DE GUADE-  
LOUPE, SAINT MARTIN, SAINT BARTHELEMY**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Numéro de consultation : ARS971-02-2025

**Procédure de passation :** Accord-cadre à prix unitaires passé en procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-1, L2124-2, R.2124-1 à R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

## TABLE DES MATIERES

IDENTIFICATION .....	5
PREAMBULE.....	5
Article 1 - OBJET DU MARCHE.....	5
Article 2 - ALLOTISSEMENT .....	6
Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION .....	6
Article 4 - FORME DU MARCHE .....	6
Article 5 - DUREE DU MARCHE .....	7
Article 6 - LIEU D'EXECUTION .....	7
Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	7
8.1 Représentation des parties .....	7
8.1.1 Représentation de l'acheteur .....	7
8.1.2 Représentation du titulaire.....	8
8.1.3 Remplacement des intervenants .....	8
8.2 Conditions d'exécution.....	9
8.2.1 Personnels du titulaire .....	9
8.2.2 Emission et exécution des bons de commande.....	9
8.2.3 Modification/annulation d'un bon de commande.....	10
8.2.4 Délais d'exécution des prestations .....	10
8.2.5 Prolongation du délai d'exécution des prestations .....	11
8.2.6 Exigences relatives aux prestations .....	11
8.2.7 OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION .....	11
8.3 Obligations du titulaire.....	11
8.3.1 Obligation de conseil et d'information .....	11
8.3.2 Obligation de confidentialité.....	12
8.3.3 Obligation de resultat.....	12
8.3.4 Mesures de sécurité.....	13
8.3.5 Traitement de données à caractère personnel .....	13
8.4 Exécution d'une mission de service public.....	16
8.5 EXIGENCES RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE .....	17
8.6 Clauses sociales.....	17
8.7 Clauses environnementales .....	17
8.8 secret des affaires .....	18
8.9 Conflit d'intérêt.....	18
8.10 Réunion de lancement de l'accord cadre.....	18
8.11 Clause de réexamen .....	18
8.12 Pénalités.....	18
8.12.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	19
8.12.2 Pénalités liées aux obligations administratives .....	20
8.12.3 Pénalités pour non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé.....	20
8.12.4 Seuil d'exonération des pénalités .....	20

Article 9 -	REGIME FINANCIER .....	20
9.1	Forme et contenu des prix.....	20
9.2	Variation des prix .....	21
9.3	Avances .....	21
9.4	Modalités financières .....	22
9.4.1	Répartition des paiements - Acomptes.....	22
9.4.2	Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s) .....	22
9.4.3	Intérêts moratoires.....	22
9.4.4	Nantissement – Cession de créances .....	23
9.5	Modalités de facturation .....	23
9.5.1	Mentions obligatoires.....	24
9.5.2	Taux de TVA .....	24
9.5.3	Monnaie .....	24
9.5.4	Transmission des factures.....	24
9.6	Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	25
Article 10 -	DISPOSITIONS DIVERSES.....	26
10.1	Echanges dématérialisés .....	26
10.2	Langue .....	27
10.3	Sous-traitance .....	27
10.3.1	modalites de demande de declaration des sous-traitants .....	27
10.3.2	modalites de demande de paiement des sous-traitants .....	27
10.4	Propriété intellectuelle.....	28
10.5	Assurances .....	28
10.6	Autres obligations administratives.....	28
10.7	Résiliation de l'accord cadre .....	29
10.8	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	29
10.9	Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	30
10.10	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	30
10.10.1	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire .....	30
10.10.2	Suspension à l'initiative de l'acheteur.....	31
10.11	Différends.....	31
10.12	Litiges et contentieux .....	32
Article 11 -	CLAUSES TECHNIQUES .....	32
11.1	Prestations attendues .....	32
11.2	Prestations d'achat d'espaces publicitaires .....	33
11.2.1	achat d'espaces publicitaires (affichage et medias) .....	33
11.2.2	Réalisation et fourniture des éléments techniques .....	33
11.2.3	Suivi des campagnes et réajustement.....	33
11.3	Evaluation et bilans de campagnes.....	34
11.4	modalites d'execution des prestations.....	34
11.5	DEROULEMENT DES COMMANDES .....	34
11.5.1	Passation d'une commande et délais de réalisation .....	34
11.5.2	Delai de reponse a une demande.....	35





## IDENTIFICATION

Le présent accord cadre est porté par le pouvoir adjudicateur suivant :

Agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy (ARS de Guadeloupe)

Adresse : siège situé rue des archives – Bisdary

CP-97113

Ville : GOURBEYRE

Siret : 13000803000012

Il est représenté par : Monsieur Laurent LEGENDART – Directeur Général de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy (ARS de Guadeloupe).

## PREAMBULE

L'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy est désignée dans le présent document sous l'appellation « ARS de Guadeloupe », « l'acheteur » ou « Pouvoir Adjudicateur ».

L'opérateur économique retenu pour l'exécution de l'accord cadre est désigné dans le présent document sous l'appellation « Le titulaire ».

## ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'espaces publicitaires pour les campagnes d'intérêt général et/ou d'information pilotées par l'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy.

S'agissant des prestations opérationnelles d'achats d'espaces publicitaires tous supports confondus, ce support porte sur :

- L'achat d'espaces publicitaires via affichage (affichages fixes et /ou numériques outdoor ou indoor).
- L'achat d'espaces publicitaires médias : presse écrite, TV et Radio.

Le vecteur contractuel est un accord cadre à bons de commande mono attributaire et un marché de services.

Code CPV : 79341000 – « service de publicité »

**L'ARS de Guadeloupe dispose actuellement d'un marché de « communication » - 2 lots en cours d'exécution.**

**Dans le cadre du présent marché, le titulaire acquiert des espaces publicitaires (affichage, médias...) en lien avec les titulaires du marché de communication.**

**Les devis relatifs à l'achat d'espaces publicitaires sont établis, négociés par les titulaires du marché de communication de l'ARS de Guadeloupe, en lien avec le titulaire du présent accord cadre.**

**L'ARS encadre toute phase de négociation et valide les devis finaux transmis par les titulaires de son marché de communication, afin de garantir une mise en concurrence équitable. Le titulaire du présent accord-cadre achète les espaces publicitaires en son nom propre et facture ensuite l'ARS conformément aux conditions négociées.**

## ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT

Le présent accord cadre n'est pas alloti.

Les prestations, objet de l'accord cadre, eu égard à leur nature et à leur objet, forment un ensemble cohérent et interdépendant de prestations dont la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et économiquement plus coûteuse leur exécution.

Les caractéristiques des prestations attendues figurent dans la partie "technique" du présent cahier des clauses particulières (CCP).

## ARTICLE 3 - PROCEDURE DE PASSATION

L'accord cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1, L2124-2, R.2124-1 à R.2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 4 - FORME DU MARCHÉ

Le présent accord cadre est mono attributaire et ne comporte pas de tranches.

Le support est un marché à prix unitaires exécuté par la passation de bons de commande. Ces prestations sont régies par les dispositions des articles R.2162-1 à 6 et R.2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Le montant estimatif (non contractuel) du marché est de 200 000 €HT sur la durée totale de l'accord cadre.

Le marché ne comporte pas de montant minimum, mais il comporte un montant maximum en valeur de 300 000 € HT sur la durée totale de l'accord cadre.

**Le montant maximum du marché constitue l'enveloppe budgétaire maximale allouée au projet. Dans le cadre de ce marché, toute offre dépassant le montant maximum sus cité, sera jugée comme inacceptable et sera rejetée.**

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent accord cadre public et peuvent s'exécuter trois mois après l'échéance du vecteur juridique.



## ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE

L'accord cadre s'exécute pour une durée ferme, à compter de sa notification jusqu'à la date d'échéance du marché de communication de l'ARS de Guadeloupe, **à savoir jusqu'au 15 décembre 2026**.

Le présent accord cadre n'est pas reconductible.

## ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'exécutent au profit du département de la Guadeloupe, y compris les îles du sud, ainsi qu'au profit des collectivités d'outre-mer de Saint Martin et de Saint Barthélemy.

Les prestations s'exécuteront majoritairement dans les locaux du titulaire, avec de possibles déplacements au siège de l'ARS de Guadeloupe à BISDARY – Gourbeyre ou à l'antenne de DOTHE-MARE (ou immeuble VEGA à compter de 2026).

## ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière constituée par le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics des fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord cadre, le cas échéant.

Dans l'annexe financière, l'onglet DQE n'est pas contractuel mais servira cependant à l'analyse des offres des candidats pour le critère « prix ».

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant l'accord cadre, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

## ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

### 8.1 REPRESENTATION DES PARTIES

#### 8.1.1 REPRESENTATION DE L'ACHETEUR

Le Directeur de cabinet du DGARS est l'interlocuteur privilégié du titulaire de l'accord-cadre et répond aux questions d'ordre organisationnel sur le plan de la communication.

Le service "achats et moyens" est l'interlocuteur privilégié du titulaire, pour les besoins contractuels liés à l'exécution de l'accord cadre.

D'autres personnes peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord cadre.  
L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

---

#### 8.1.2 REPRESENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire désigne un correspondant physique, habilité à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord cadre.

Ce dernier est garant de la bonne exécution des prestations et de la conformité avec les livrables du présent document. Cet interlocuteur est désigné dans son mémoire technique, qui sera remis avec son offre.

Le titulaire prévoit le remplacement de cette personne en cas d'absence (congé maladie par exemple), et est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant le pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord cadre, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur sans délai.

---

#### 8.1.3 REMPLACEMENT DES INTERVENANTS

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire.

Le titulaire procède alors au remplacement du ou des intervenants à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. Le ou les nouveau(x) intervenant(s) disposent à minima des mêmes qualifications que son/leurs prédécesseur(s). En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'un intervenant nommément désigné et que celui-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Dans les deux (2) jours suivants cette notification à l'acheteur, Le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de deux (2) jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de deux (2) jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord cadre peut-être résilié pour faute du titulaire.



## 8.2 CONDITIONS D'EXECUTION

### 8.2.1 PERSONNELS DU TITULAIRE

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie à l'exécution des prestations reste, en toute circonstance, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire, qui assure sa rémunération et l'ensemble de ses frais.

### 8.2.2 EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Pour l'acquisition des prestations objets du marché, l'accord cadre est exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'administration.

Seules les commandes validées préalablement par l'acheteur ou son (ses) délégataire(s) engagent l'administration.

Les bons de commande sont notifiés par écrit (courriel électronique) au titulaire aux adresses indiquées sur l'acte d'engagement de l'accord cadre.

Tout bon de commande émis pendant la durée légale de l'accord cadre est suivi jusqu'à sa complète exécution. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre.

La durée d'exécution de ces bons de commandes ne peut excéder trois (3) mois à compter de la fin de l'accord cadre.

**Aucune prestation effectuée sans bon de commande préalable ne pourra donner lieu à paiement.**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par mail à l'acheteur dans un délai de deux (2) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Chaque bon de commande précise notamment :

- Les références de l'accord cadre (numéro et dates) ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom, les coordonnées et le SIRET du titulaire ;
- les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- La présentation détaillée des prestations à réaliser ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le prix HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le prix TTC.

Modification du bon de commande :

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objets du bon de commande correspondant sous trois (3) jours maximums. L'acheteur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de la personne publique.

Pour toute commande passée « en urgence » par l'ARS de Guadeloupe, le présent paragraphe ne s'applique pas.

Suspension du bon de commande :

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

A l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commandes suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Interruption du bon de commande :

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

Pour les prestations objets du présent accord cadre, le point de départ du délai d'exécution est notifié au titulaire par l'émission de bons de commandes à l'initiative du service "achats et moyens".

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations d'achat d'espaces publicitaires conformément aux exigences du marché et conformément aux délais maximums précisés dans chaque bon de commande.



Il est à noter que les congés annuels ne doivent pas être un obstacle au respect des délais par le titulaire.

---

#### 8.2.5 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les deux (2) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de trois (3) jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord cadre ou du bon de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord cadre. Toute modification de la durée de l'accord cadre ne peut résulter que d'un avenant.

---

#### 8.2.6 EXIGENCES RELATIVES AUX PRESTATIONS

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord cadre.

---

#### 8.2.7 OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION

Les opérations de vérifications et d'admission des prestations et livrables attendus dans le cadre du présent vecteur, s'effectuent en conformité avec le CCAG de référence.

---

### 8.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

#### 8.3.1 OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations objets du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire est également tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Ce devoir de conseil et d'information s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet de l'accord cadre qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, participer à la réduction des coûts.

---

### 8.3.2 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant participé à l'exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des livrables et des documents de travail (tant internes qu'externes), relatifs à l'exécution de l'accord cadre.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord cadre public aux torts du titulaire.

---

### 8.3.3 OBLIGATION DE RESULTAT

Dans les circonstances normales d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour la réalisation de l'ensemble des prestations dont il a la charge. Il garantit à l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy, que les prestations demandées lui seront remises dans les délais impartis et dans les conditions décrites au présent document.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord cadre.



Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Mise en conformité avec la loi « informatiques et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016.

Pour l'application des présentes, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « **règlement général sur la protection des données** », RGPD), **le responsable de traitement, est l'Agence de santé de Guadeloupe , Saint Martin, Saint Barthélemy et le sous-traitant est le titulaire de l'accord cadre.**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les prestations suivantes :

- L'achat d'espaces publicitaires via affichage (affichages fixes et /ou numériques outdoor ou indoor).
- L'achat d'espaces publicitaires médias : presse écrite, TV et Radio.

Obligations du Titulaire vis-à-vis de l'acheteur public :

Le titulaire du marché s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent accord cadre ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de l'ARS de Guadeloupe.  
Le titulaire s'engage à ne communiquer aucune donnée personnelle transmise dans le cadre de la prestation en dehors des demandes effectuées par l'ARS de Guadeloupe, qui peut à tout moment demander et contrôler l'intégralité des données personnelles détenues dans le cadre de la prestation.  
Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable du traitement. En outre si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord cadre :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les



principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

L'acheteur dispose d'un délai de huit jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte de l'acheteur. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

#### Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique à l'acheteur, à l'adresse suivante :

[ars971-dpd@ars.sante.fr](mailto:ars971-dpd@ars.sante.fr)

#### Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Sans préjudice des dispositions du marché relatives aux signalements des incidents de sécurité, le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique à l'adresse suivante :

[ars971-dpd@ars.sante.fr](mailto:ars971-dpd@ars.sante.fr)



Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur public, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée, sans retard indu.

#### Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire aide l'acheteur public pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres possibilités :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☐ Détruire toutes les données à caractère personnel ;

Ou

☐ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

#### Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

#### Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des

- éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

#### Documentation et audit

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au titulaire les données nécessaires à la description du traitement de données à caractère personnel ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

### 8.4 EXECUTION D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC

Conformément à la loi n° 2021-1109 confortant le respect des principes de la République, dite loi Séparatisme, publiée au JO le 25/08/2021, le titulaire fournit sur demande de l'acheteur sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.



Dans l'hypothèse où le titulaire ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations ou faire cesser les éventuels manquements constatés, l'Agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy aura la possibilité de sanctionner le titulaire. En fonction de la nature et de la gravité des faits, le représentant de l'Agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy décidera seule de la sanction applicable. Il pourra s'agir d'une simple mise en garde, de l'application de pénalités décrite à l'article 10.12 du présent document, d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive des personnes en cause ou bien enfin d'une résiliation du présent accord cadre aux torts et frais du titulaire.

Le contrôle et le constat de l'infraction pourront être réalisés par tout moyen légal, par le représentant ou tout agent de l'agence de santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy.

Il est précisé que ces obligations et modalités de contrôle et de sanction s'appliquent également à l'ensemble des cotraitants en cas de groupement d'entreprises.

#### 8.5 EXIGENCES RELATIVES AU PERSONNEL DU TITULAIRE

Il appartient au titulaire de s'assurer des compétences, des capacités et des aptitudes du personnel devant assurer la prestation. En aucun cas l'agrément des profils par la personne publique ne dégage le titulaire de ses responsabilités.

#### 8.6 CLAUSES SOCIALES

Le présent accord cadre ne prévoit pas de clause sociale.

#### 8.7 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

L'accord cadre public comprend une clause environnementale comme condition d'exécution.

Durant l'exécution des prestations, le titulaire s'assure du respect des obligations environnementales et communique, sur demande de l'ARS, les éléments de preuve associés. Il est attendu que le titulaire :

- favorise les déplacements en covoiturage dans le cadre de cet accord cadre,
- privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence),
- assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques,
- mette en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés).

## 8.8 SECRET DES AFFAIRES

Dans le cadre du présent support, et s'agissant du secret des affaires, le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord cadre.

Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire détaillée à l'article 8.12 du présent document.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord cadre.

## 8.9 CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## 8.10 REUNION DE LANCEMENT DE L'ACCORD CADRE

Une réunion de lancement pourra être organisée par l'acheteur dans les quinze (15) jours suivant la notification de l'accord cadre. Cette réunion sera organisée par visio conférence ou en présentiel et pourra être effectuée avec les titulaires du marché « de communication » de l'ARS de Guadeloupe.

## 8.11 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire de l'accord cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur public peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers de l'accord cadre ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

## 8.12 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.



Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes. Le montant total des pénalités ne peut excéder 20 % du montant maximum total hors taxes du marché ou de la prestation concernée.

---

#### 8.12.1 PENALITES LIEES A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

##### **Pénalités pour absence de réponse à un brief de l'ARS de Guadeloupe dans les délais prévus à l'article 11.5.1 du présent CCP :**

Par dérogation de l'article 14 du CCAG-FCS et en cas d'absence de réponse à un brief transmis par l'ARS dans les délais prévus par le marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 €HT par demi-journée calendaire et par brief.

##### **Pénalités pour mauvaise exécution :**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes pour mauvaise exécution :

- Non-conformité de la prestation d'achat d'espace : toute déficience technique (absence de programmation d'un tracking commandé, mauvais contrôle du service fait, etc....) fera l'objet d'une pénalité de 10 % de l'achat d'espace concerné par non-conformité constatée ;
- Non-diffusion ou mauvaise diffusion (erreur de date, mauvais canal de diffusion) d'une campagne publicitaire : 200 € HT par campagne et par jour de non-diffusion ;

##### **Pénalités pour retard ou absence du titulaire à la réunion de lancement, ainsi que pour non-remplacement d'un personnel :**

En cas de retard ou d'absence non justifiés à la réunion de lancement, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 euros TTC par tranche horaire d'une heure de retard.

En cas de non-remplacement d'un intervenant (absence ou intervenant devant être remplacé), le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 euros TTC par demi-journée calendaire.

##### **Pénalités en cas de violation de l'obligation de non-divulgaration des données confidentielles et informations couvertes par le secret des affaires :**

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires ou de la confidentialité, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord cadre à ses torts.

---

#### 8.12.2 PENALITES LIEES AUX OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

En cas de retard de production des documents, il sera appliqué une pénalité de 100 euros par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord cadre.

Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail :

En cas de retard de production du document, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation de l'accord cadre.

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission d'informations relatives à la société du titulaire :

En cas de modification apportée à la dénomination, au statut, aux coordonnées bancaires ou postales ou à l'adresse du titulaire, sans communication de ces informations à l'acheteur dans les quinze (15 jours) à compter du fait générateur, il sera appliqué une pénalité de quarante euros (40 euros) par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation de l'accord cadre.

---

#### 8.12.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DU DISPOSITIF DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R. 8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 100 € par jour ouvré de retard, dans le respect des conditions de l'article L. 8222-6 du code du travail.

---

#### 8.12.4 SEUIL D'EXONERATION DES PENALITES

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

---

### ARTICLE 9 - RÉGIME FINANCIER

#### 9.1 FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement de l'accord cadre.



Les prix unitaires sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, les assurances, les droits de propriété intellectuelle, la participation à la réunion de lancement et les éventuels déplacements du titulaire sur les sites de Bisdary et /ou de Dothémare ( puis immeuble VEGA à compter de 2026).
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

## 9.2 VARIATION DES PRIX

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont fermes et actualisables :

Si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, les prix sont actualisés selon la formule suivante :

$$P = Po (I-3 / Io)$$

dans laquelle

P = prix actualisé

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire

Io = valeur de l'indice/index en vigueur au mois d'établissement des prix

I-3 = valeur de l'indice/index trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

**I = indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF  
70.21 – Services de relations publiques et communication – Série arrêtée**

## 9.3 AVANCES

Sauf refus exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande. Ce taux est porté à 30 % lorsque le titulaire de l'accord cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord cadre.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

#### 9.4 MODALITES FINANCIERES

---

##### 9.4.1 REPARTITION DES PAIEMENTS - ACOMPTES

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-4, R2191-20 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

---

##### 9.4.2 RETENUE DE GARANTIE, CAUTIONNEMENT ET COMPTABLE(S) ASSIGNATAIRE(S)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

Le comptable assignataire est précisé à l'article 9.5.4 du présent document.

---

##### 9.4.3 INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, Le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.



Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

---

#### 9.4.4 NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCES

Sur demande expresse du titulaire, l'acheteur pourra remettre à ce dernier, une copie de l'original de l'accord cadre public, revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire, en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant de l'accord cadre.

#### 9.5 MODALITES DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Cette répartition doit être décrite obligatoirement dans le document de présentation de la candidature (DC1 ou équivalent). Suite à l'attribution de l'accord-cadre, la signature par le mandataire du procès-verbal contenant l'échéancier de paiement et la répartition des paiements entre les membres du groupement vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des membres du groupement.

Le mandataire présente à l'ARS la demande de paiement détaillant l'ensemble des prestations réalisées par chaque membre du groupement et permettant le paiement direct, à chaque opérateur, des prestations réalisées.

Dans le cas d'un groupement conjoint, les membres du groupement ne sont responsables de l'exécution de l'accord-cadre qu'à hauteur de leur prestation.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Dans le cas d'un groupement solidaire, chaque membre du groupement s'engage sur la globalité de l'exécution des prestations.

En cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, seul le mandataire se porte solidaire de toutes les autres entreprises membres du groupement.

Chaque bon de commande fera l'objet d'une seule facture distincte établie après réalisation complète des prestations décrites au bon de commande. En aucun cas, une facture ne pourra se référer à plusieurs commandes.

Le montant à facturer est conforme au devis préalablement établi et une facture pro-forma doit être présentée au représentant de l'administration pour validation avant dépôt sous Chorus Pro.

Les pénalités, réfractions et remboursements dus par le titulaire sont déduits des factures mensuelles au moment du paiement.

---

#### 9.5.1 MENTIONS OBLIGATOIRES

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- ➔ L'objet, la date et le numéro de l'accord cadre ;
- ➔ le cas échéant, la référence du bon de commande (engagement juridique);
- ➔ la date d'émission de la facture ;
- ➔ La désignation de l'émetteur (nom, SIRET, adresse) et du destinataire de la facture ;
- ➔ Le détail des prestations ;
- ➔ le montant HT, le taux et le montant de la TVA ainsi que le montant TTC ;
- ➔ Les modalités de règlement telles que précisées dans l'acte d'engagement (référence du compte postal, bancaire ou trésor public ouvert au nom du titulaire).

---

#### 9.5.2 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

---

#### 9.5.3 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

---

#### 9.5.4 TRANSMISSION DES FACTURES

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL **<https://chorus-pro.gouv.fr>** aux fins de soit :



- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

## 2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

## 3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, Le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, Le titulaire peut s'adresser à :  
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Comptable assignataire des paiements :

Monsieur Arnaud BOULET

Directeur financier et Agent comptable

Agence de santé de GUADELOUPE, SAINT-MARTIN, SAINT-BARTHELEMY

Rue des Archives - Bisdary

0590 99 49 64

## 9.6 MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur

l'exécution de l'accord cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

### 10.1 ECHANGES DEMATERIALISES

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés s'effectueront via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) (<https://www.marches-publics.gouv.fr>)



Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

## 10.2 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

## 10.3 SOUS-TRAITANCE

### 10.3.1 MODALITES DE DEMANDE DE DECLARATION DES SOUS-TRAITANTS

La sous-traitance totale de l'accord cadre est interdite.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord cadre public dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du code de la commande publique, à la condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation écrite préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations issues des différents documents contractuels du présent accord cadre que le titulaire. Toutefois, le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant de l'accord cadre.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulairedeclaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de **vingt et un (21)** jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

### 10.3.2 MODALITES DE DEMANDE DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'ARS au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que Le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

#### 10.4 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

#### 10.5 ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord cadre.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que Le titulaire.

#### 10.6 AUTRES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;



- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire :

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent accord cadre public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

## 10.7 RESILIATION DE L'ACCORD CADRE

L'acheteur peut résilier l'accord cadre public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord cadre public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

- Après mise en demeure préalable dans les cas suivants :

\* non-remise tous les **six (6) mois**, à compter de la date de notification et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, ou inexactitude des attestations requises à l'article D. 8222-5, D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail après mise en demeure de l'acheteur ;

\* non-réalisation dans les délais impartis, d'une ou plusieurs des obligations contractuelles mentionnées aux documents contractuels ;

\* en cas de non-respect des normes définies à l'article 10.12 du présent document ou aux spécifications techniques du CCP ;

## 10.8 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation, qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard ou en cas de résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder

par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord cadre, aux frais et aux risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 27 du CCAG/FCS.

## 10.9 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITION DE TRAVAIL

Le titulaire de l'accord cadre doit être en conformité avec la réglementation applicable en matière de droit fiscal, de droit du travail et de lutte contre le travail illégal, conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG/FCS.

Le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, sur le droit d'organisation et de négociation collective, sur le travail forcé, sur l'abolition du travail forcé, sur l'âge minimum, sur les pires formes de travail des enfants, sur l'égalité de rémunération, concernant la discrimination.

## 10.10 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

La menace sanitaire peut appeler des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord cadre public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord cadre public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

---

### 10.10.1 SUSPENSION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS A LA DEMANDE DU TITULAIRE

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord cadre. Toute modification de la durée de l'accord cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de l'accord cadre à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir



aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire de l'accord cadre initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution de l'accord cadre de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. *Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution de l'accord cadre en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.*

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

---

#### 10.10.2 SUSPENSION A L'INITIATIVE DE L'ACHETEUR

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord cadre. Toute modification de la durée de l'accord cadre ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

#### 10.11 DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord cadre public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent accord cadre public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Basse Terre en Guadeloupe.

Adresse : Cité Guillard – 34 chemin des bougainvilliers - 97 100 Basse Terre

## ARTICLE 11 - CLAUSES TECHNIQUES

### 11.1 PRESTATIONS ATTENDUES

L'accord cadre a pour objet l'acquisition d'espaces publicitaires pour les campagnes d'intérêt général et/ou d'information pilotées par l'Agence de Santé de Guadeloupe, Saint Martin, Saint Barthélemy.

Plus particulièrement, l'accord cadre porte sur :

- L'achat d'espaces publicitaires via affichage (affichages fixes et /ou numériques outdoor ou indoor).
- L'achat d'espaces publicitaires médias : presse écrite, TV et Radio.

**L'ARS de Guadeloupe dispose actuellement d'un marché de « communication » - 2 lots en cours d'exécution.**

**Dans le cadre du présent marché, le titulaire acquiert des espaces publicitaires (affichage, médias...) en lien avec les titulaires du marché de communication.**

**Les devis relatifs à l'achat d'espaces publicitaires sont établis, négociés par les titulaires du marché de communication de l'ARS de Guadeloupe, en lien avec le titulaire du présent accord cadre.**

**L'ARS encadre toute phase de négociation et valide les devis finaux transmis par les titulaires de son marché de communication, afin de garantir une mise en concurrence équitable. Le titulaire du présent accord-cadre achète les espaces publicitaires en son nom propre et facture ensuite l'ARS conformément aux conditions négociées.**

Pour l'achat publicitaire via l'affichage, ce marché couvre notamment :

- Toutes les actions d'affichage sur l'espace public, outdoor ou indoor : affiches grand format, panneaux d'affichage (fixe, numérique/digital/vidéo), installations à l'intérieur des transports publics (gares maritimes, aéroports, arrière et flanc de bus), des centres commerciaux, cinémas et tous les autres lieux de proximité (pharmacies et cabinets médicaux, salle de sport, écoles et lieux d'enseignement, etc....) ;

Pour l'achat publicitaire classique, ce marché couvre notamment tous les achats d'espaces publicitaires médias classiques : presse écrite, TV, radios, cinéma... à diffusion départementale, régionale ou locale, généralistes comme spécialisés.

Le titulaire est tenu par des obligations de moyens et de résultats.



**Dans le cadre de ce marché, le titulaire de l'accord-cadre achète les espaces publicitaires (via affichage, médias..) en son nom propre et facture ensuite l'ARS conformément aux conditions négociées. Il participe à l'optimisation de ces achats avec les titulaires du marché de communication afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires possibles.**

Il est à noter que les campagnes mises en œuvre dans le cadre du présent accord-cadre ne s'inscrivent pas dans un univers concurrentiel compte-tenu de leurs objectifs et thématiques spécifiques qui ne comportent notamment aucune dimension commerciale. Les supports peuvent donc accorder des conditions d'achat particulières à ces campagnes, dans le respect des dispositions de la loi Sapin et sans que cela ne soit discriminant vis-à-vis de leurs autres annonceurs.

## 11.2 PRESTATIONS D'ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES

### 11.2.1 ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES (AFFICHAGE ET MEDIAS)

Sur demande de l'ARS et en collaboration étroite avec les titulaires du marché de communication de l'agence, le titulaire achète de l'espace publicitaire sur les espaces définis et validés par l'ARS.

**Les devis relatifs à l'achat d'espaces publicitaires sont établis, négociés par les titulaires du marché de communication de l'ARS de Guadeloupe, en lien avec le titulaire du présent accord cadre.**

L'accompagnement administratif et technique et la coordination sont inclus dans les honoraires d'achats d'espaces.

### 11.2.2 REALISATION ET FOURNITURE DES ELEMENTS TECHNIQUES

**Dans le cadre du présent vecteur contractuel, les contenus diffusés (visuels, templates, éléments graphiques, vidéos, ...) sont fournis par l'ARS ou par l'un des titulaires de son marché de communication, à l'initiative de chaque campagne.**

Dans le cas d'une demande d'achat d'espaces publicitaires pour de l'affichage sur supports, l'impression est gérée dans le cadre du marché de communication de l'agence, la diffusion et l'affichage sont intégrés dans un coût global établi par le titulaire du présent marché, sans distinction des différentes prestations.

### 11.2.3 SUIVI DES CAMPAGNES ET REAJUSTEMENT

Le suivi et la coordination des campagnes (notamment complexes) s'effectue par l'un des titulaires du marché de communication de l'ARS.

Pour autant, le titulaire de l'accord cadre doit alerter en amont l'ARS sur toutes difficultés rencontrées à son niveau avec chaque support choisi. Il lui est également demandé de gérer avec les titulaires du marché de communication de l'agence, les échanges avec les diffuseurs, pour s'assurer que tous les éléments remis fonctionnent correctement avant le lancement de la campagne (contrôle conformité).

### 11.3 EVALUATION ET BILANS DE CAMPAGNES

L'évaluation et le bilan global des différentes campagnes seront réalisées dans le cadre du marché de communication de l'ARS de Guadeloupe. Le titulaire participera si nécessaire à cette évaluation/bilan en lien avec les titulaires du marché de communication de l'ARS.

### 11.4 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire devra faire preuve de rigueur et de réactivité dans l'exécution des prestations.

Le titulaire devra posséder une excellente capacité de réaction afin de traiter rapidement les demandes qui lui seront faites. L'activité par annonceur étant très variable, il devra notamment pouvoir s'organiser pour rester réactif et faire face à un éventuel engorgement des demandes des directions, de la DGA et du Directeur de cabinet DGARS de l'ARS.

Par ailleurs, en anticipation de situations potentielles de crise, le titulaire devra identifier les processus, les contacts et les délais minimums de mise en œuvre d'actions de communication dans les différents médias.

Il devra être en mesure de mobiliser et de mettre à disposition une équipe en cas de situation de communication de crise qui nécessiterait l'identification des médias les plus opportuns pour diffuser une information et/ou la réalisation rapide d'achat d'espace. Il devra également prévoir un processus spécifique en cas d'annulation de dernière minute.

### 11.5 DEROULEMENT DES COMMANDES

---

#### 11.5.1 PASSATION D'UNE COMMANDE ET DELAIS DE REALISATION

Pour chaque recours au titulaire de l'accord-cadre, l'ARS (e.g. Directeur de cabinet DGARS, DGA ou Directeurs/Directrices « métiers ») formalise son besoin par un brief écrit adressé aux titulaires du marché de communication de l'ARS et au titulaire de l'accord cadre.

Ce brief comporte tous les éléments caractéristiques de la campagne souhaitée : thème, enjeux, objectifs, calendrier souhaité, cibles populationnelles et territoriales, fourchette budgétaire, contraintes éventuelles, etc... Cette note précise également les contours de la prestation attendue.

Pour la partie achat d'espaces publicitaires, dans le respect du délai de réponse prévu au marché, le titulaire transmet, sous forme écrite un devis détaillé précisant le détail de ses honoraires au vu des devis d'achat d'espace négociés par les titulaires du marché de communication de l'agence, ceci en fonction de la grille tarifaire du présent marché.

La ou les dates(s) de parution ou d'affichage ou de passage des messages est ou sont indiquée(s) sur le devis transmis par le titulaire. Ces dates sont impératives et conditionnent l'admission des prestations.



Après accord sur les devis (titulaire et devis d'achats d'espaces publicitaires), l'ARS procède à la délivrance d'un bon de commande, qui vaut ordre d'achat d'espaces publicitaires (via affichage, médias.). Ce bon de commande reprend les termes du/des devis accepté(s) ainsi que ses montants.

Le titulaire du présent accord-cadre achète les espaces publicitaires en son nom propre et facture ensuite l'ARS conformément aux conditions négociées.

Le calcul du délai pour la réalisation de la prestation démarre à partir de la validation par l'ARS des éléments transmis par le titulaire. Ce délai doit être clairement mentionné dans le devis.

Ces délais devront être définis par le titulaire dans le respect du brief qui indiquera si le mode de fonctionnement est normal ou urgent.

Le titulaire s'engage à signaler toutes difficultés ou retard dans la réalisation de la prestation afin de pouvoir anticiper une solution de repli.

---

#### 11.5.2 DELAI DE REPONSE A UNE DEMANDE

En fonction de la prestation attendue, le titulaire dispose de **10 jours ouvrés maximum** à compter de la réception d'une expression de besoin de l'ARS pour exécuter les prestations adaptées à chaque demande.

L'agence indique lors de son brief, si des délais rapides sont attendus, notamment en situation de communication de crise. Dans ce cas, le délai de réponse **est ramené à 24h maximum**.

En tout état de cause, le titulaire est invité à annoncer clairement son estimation initiale du délai de réponse en fonction de la demande du service.

Un délai supplémentaire pourra être accordé par l'ARS de Guadeloupe sur demande expresse et argumentée du titulaire en cas d'opportunité de calendrier, de négociation longue ou de difficultés particulières.

## ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
ARTICLE 8.2.2 – EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	ARTICLE 3.7.2
ARTICLE 8.12 - PENALITES	ARTICLE 14

Fait à Gourbeyre, le

Fait à Gourbeyre, le

Lu et accepté, (Date, cachet, signature)

Lu et accepté, (Date, cachet, signature)

Le candidat à l'accord cadre

Le Directeur Général de l'ARS

Laurent LEGENDART

